

d'ailleurs nous sommes d'ici

Dans le cadre national et unitaire proposé par le collectif « *D'ailleurs nous sommes d'ici* », le **Collectif des Sans Papiers de Rouen**, le **Réseau Education Sans Frontières Rouen**, le **Collectif pour la Défense des Libertés Fondamentales appellent à manifester**

Samedi 28 Mai à 14h30
(Départ : devant la préfecture)

- ▶ Pour l'abrogation des lois anti-immigrés.
- ▶ Pour la fermeture des centres de rétention.
- ▶ Pour la régularisation de tous les sans papiers.

Nous présenterons à cette occasion notre cahier de doléances qui porte sur l'accueil fait aux étrangers dans notre région.

Signataires : **Collectif des Sans Papiers de Rouen, RESF Rouen, Cimade, CDLF** (Alternative Libertaire, les Alternatifs, ASTI, ATTAC Rouen, CFDT-Sgen, UD-CGT, Collectif anti raciste d'Elbeuf, Collectif Solidarité St Etienne du Rouvray, Collectif 76 des salariés du secteur social et médico-social, CREAL, DAL, Emancipation, Europe Ecologie/Les Verts, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique, Fédération Anarchiste, FSU, Gauche Unitaire, Jeunes Communistes 76, LDH, NPA, Parti de Gauche, PCF, Ras l'Front Rouen, Union Syndicale Solidaires, SUD-Education) Communistes Unitaires Agglo Rouen, Planning Familial 76, Pastorale des Migrants, UNEF,

Abrogation des lois anti-immigrés.

De multiples lois racistes et xénophobes ont vu le jour depuis 20 ans. Ces dernières années ont vu une dégradation croissante des conditions de vie des étranger-e-s et les lois sarkozyennes ont donné aux préfets tout pouvoir de ne pas délivrer, ou de ne pas renouveler, les titres de séjour. La loi Besson, actuellement en cours de discussion, durcit encore le droit au séjour. Nous exigeons le retrait de cette loi.

Droit d'asile bafoué.

Sur environ 50 000 demandeurs d'asile qui sollicitent chaque année la protection de l'Etat français, seulement 30 % obtiendront finalement le statut de réfugiés. Pendant l'instruction de leur demande, les trois quarts d'entre eux ne sont pris en charge par aucune structure.

Surenchère anti-étrangers.

Claude Guéant, désormais super-préfet de l'Intérieur, ne se prive pas de le répéter : les objectifs annuels d'expulsions seront augmentés. 28 000, chiffre officiel des expulsions réalisées, ne lui suffisent pas !

Le gouvernement veut frapper plus fort et refuse aux migrants qui ont fui récemment la Tunisie, l'Egypte, la Libye, la Somalie, toute autorisation d'entrer en France, en violation des accords de libre circulation en Europe.

Il s'en prend aussi à l'immigration légale en ce qui concerne le regroupement familial et veut restreindre le droit des étrangers malades.

D'un côté, la stigmatisation des étrangers, de l'autre, leur exploitation. Deux faces d'une même politique.

Le gouvernement cherche à détourner l'attention des électeurs des véritables problèmes sociaux. Il se montre incapable de résoudre précarité, chômage, misère, et inflation. Ce rejet de l'étranger ne suffit pas à masquer une tout autre réalité. Les migrants en situation irrégulière sont une population laborieuse à bon marché qui fait les affaires du patronat dans les secteurs-clés du bâtiment, de la restauration, du nettoyage, de l'aide à la personne, du gardiennage. Cette main-d'oeuvre sous-payée contribue aux profits indécentes des amis du président du CAC 40 !

- ▶ Abrogation des lois anti-immigrés.
- ▶ Fermeture des centres de rétention.
- ▶ Régularisation de tous les sans papiers.